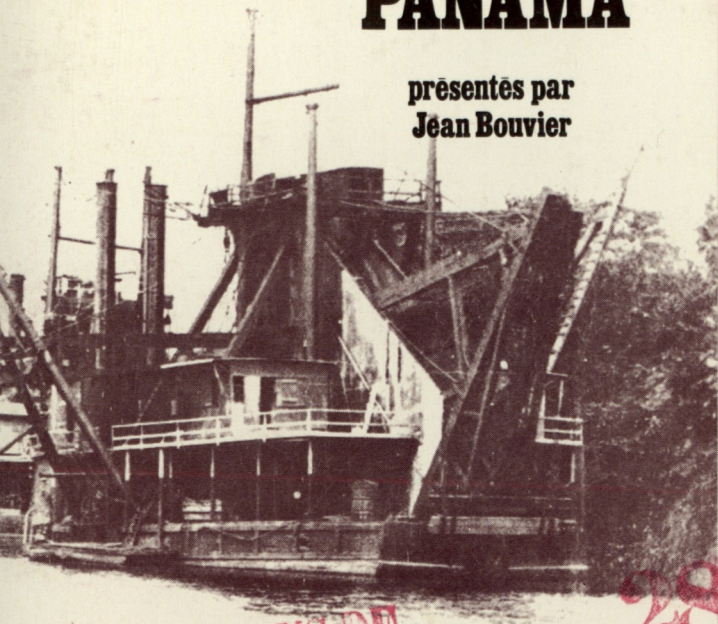


LES DEUX SCANDALES DE PANAMA

présentés par
Jean Bouvier



OBLIGATIONS DE
DE

33

28
9

PANAMA

COMPAGNIE

a COLLECTION
ARCHIVES
JULLIARD

Extrait de la publication

Jean Bouvier
est Directeur d'études
à l'École Pratique
des Hautes Études.
Pionnier de l'histoire
bancaire et financière,
il a notamment publié :
Les Rothschild (Club Français du livre, 1960),
le Krach de l'Union Générale 1878-1885
(P.U.F., 1960)
et *Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882*
(S.E.V.P.E.N. 2 vol. 1961).
Il vient de faire paraître
un nouvel ouvrage :
Finances et Financiers
d'Ancien Régime; XII^{me}-XVIII^{me} siècle,
en collaboration
avec M. Henry Germain-Martin
(coll. « Que sais-je? » P.U.F.)

© 1964 by René Julliard
Printed in France

Panama : un chapeau évocateur des tropiques et des photographies fin de siècle, au temps où l'impérialisme yankee commençait à envoyer ses navires de guerre dans les eaux de l'Amérique latine. Un canal interocéanique de 75 kilomètres entre Atlantique et Pacifique, le canal, si long à venir à bout des malheureuses collines de la Culebra, lesquelles dépassaient à peine 100 mètres, et que l'on mit cependant plus de trente-trois ans à vaincre entre 1881 et 1914. Un scandale enfin, le scandale des scandales dans l'histoire française contemporaine, et auprès duquel l'affaire Stavisky ne fut qu'une historiette.

Mais on doit compter deux scandales de Panama et non un seul. Le premier, connu, fouillé, taraudé par les commissions d'enquête, dépecé par l'analyse historique postérieure, le scandale politique et parlementaire : ministres achetés, députés à vendre, « pots-de-vin », gratifications, presse « arrosée », publicité surpayée... Tout cela parce qu'une société mal partie, mal gérée avait besoin d'argent, courait après les épargnes du public et se trouvait devant l'absolue nécessité de s'attacher la presse et, à tel moment décisif, les votes d'une partie du parlement. Le scandale allait donc selon une voie fort logique : la voie qui unissait, et qui unit, milieux d'affaires, presse « d'information », cadres politiques de l'Etat et des assemblées. Certes, le mouvement interne du scandale n'allait pas à sens unique : si les administrateurs de Panama — nous parlerons comme les gens de l'époque — ont été les éléments corrupteurs, c'est que, dans la presse et chez les politiciens, la matière se laissait parfois aisément corrompre. Panama, sans doute, a sol-

licité, offert, tenté. Mais on a aussi sollicité Panama et certaines sollicitations étaient pur chantage. Ce serait donc une vaine dispute que de savoir où se trouvait le cœur de la corruption, dans une firme qui n'atteignit jamais l'âge adulte, dans le milieu proliférant, à l'époque de « l'opportunisme » triomphant, des « députés d'affaires », ou dans celui, si peu connu encore, de la presse, d'une presse où les catégories seraient à distinguer soigneusement, car il y eut des degrés dans la compromission. La corruption était partout possible, voilà tout. Et le scandale dans la nature des choses. Mieux : le scandale ne pouvait pas ne pas éclater, dans la promiscuité logique, naturelle, spontanée, qu'une société capitaliste épanouie établissait entre gens d'affaires, députés et journalistes. Nombre d'hommes actifs de ce temps étaient d'ailleurs tout cela à la fois... Disons-le tout de suite : ce magnifique scandale était un signe de vitalité, et non de décomposition. La preuve en est que ni le régime économique ni le régime politique n'en sont morts. Une compagnie fait faillite, des maladroits se laissent prendre par la justice, des hommes politiques versent dans le fossé. Et quoi de changé, après ces misérables péripéties? Rien. Nous sommes à la belle époque de l'industrialisme, du suffrage universel et de la promotion des « couches nouvelles ». Le scandale n'a été qu'un accident bénin. La mécanique de l'économie, de la politique et de la vie sociale n'en a nullement été affectée d'une manière durable.

Le second scandale, le moins connu jusqu'alors, celui que l'on a dénoncé sans l'analyser, s'est déroulé dans des sphères plus étroites, à l'intérieur des milieux d'affaires eux-mêmes. Il n'intéresse pas les rapports de Panama avec le dehors — la presse, les Chambres — mais avec le dedans : les rapports des gens de Panama avec leurs pairs, avec les banquiers et les banques. Pourquoi le silence jusqu'alors observé à leur propos? On pourrait ici donner plusieurs réponses, et peu importe après tout que le silence ait tenu aux difficultés de la documentation, à l'inclination des anciens auteurs

pour la chose politique plutôt que pour les mystères de la banque, ou au désir, parfois visible, de fixer l'attention de l'opinion sur un scandale et de la détourner de l'autre... Quoi qu'il en soit, des pans entiers de l'histoire réelle de Panama sont demeurés dans le clair-obscur. Scandale financier et bancaire, à côté du scandale politique et parlementaire? Sans doute, puisque les tribunaux du temps ont pénalisé la foule des banquiers et la masse des banques de tout volume — jusqu'aux plus grandes — qui ont tiré des misères de Panama le maximum possible de commissions, primes et profits. Certes, les grands prêteurs d'argent à Panama ne sont pas allés en prison; et ils n'ont pas été mis en cause pour avoir gagné des sommes énormes. Après tout, ces prêteurs, en agissant ainsi, ne faisaient que leur métier; et nous verrons qu'ils avaient des arguments solides pour présenter leur défense. Mais scandale il y eut, selon les juridictions, par l'énormité de certains gains, et par leurs mécanismes mêmes. Le profit, dit-on, est le prix du risque que court le prêteur. Mais s'il n'y a aucun risque, pourquoi le profit? Sur le terrain de Panama, bien des millions furent gagnés... gratuitement.

Resterait enfin une lacune dans tout ce qui a été jusqu'alors écrit sur Panama : elle concerne la seconde société de Panama, la Compagnie dite nouvelle qui remplaça en 1894 la première, liquidée judiciairement au début de 1889. La Compagnie nouvelle passera la main en 1904 au gouvernement des Etats-Unis. Son histoire interne n'a pas été faite jusqu'alors : nous ne pourrons y faire nous-même qu'une très brève allusion. Mais il faudra se souvenir cependant que si Panama, c'est Lesseps — et Bunau-Varilla —, ce fut aussi Jean Bonnardel.

De toutes façons, il est temps de donner aux deux scandales de Panama et leur complet contenu et leurs frontières exactes. Si nous insistons ici plus particulièrement sur le second, sur le scandale financier et bancaire, c'est bien par goût. Mais aussi par principe : là sera le « nouveau » dans l'historiographie du Panama. Et puis, l'on croit encore si communément que les

grandes affaires d'argent sont compliquées que l'on ne peut laisser échapper l'occasion de voir la simplicité de leurs mécanismes.

Cet ouvrage se donne la forme d'une succession d'illustrations, de prises de vues sur la double face de la célèbre affaire. Et quoi filmer de plus authentique que les sources et les documents d'archives? Sans doute, les archives à l'état brut seraient-elles parfois tout à fait indigestes. Il est donc justifié d'y pratiquer des choix, pourvu que ces choix respectent les proportions, ne défigurent pas le témoignage, et soient entourés des garanties scientifiques habituelles. En donnant d'ailleurs les références de chaque document, il sera aisé à quiconque de s'y reporter.

Montrer les sources de l'histoire, c'est faire voir avec quels matériaux travaille l'historien. La particularité de son métier c'est de n'être pas maître entièrement de son matériel et de demeurer condamné à œuvrer avec les seuls moyens du bord : c'est-à-dire avec ce que le passé a bien voulu léguer au présent. On verra défiler ici divers types de documents : le document imprimé et le document manuscrit; « la source » à l'état entièrement brut et la documentation déjà élaborée ou semi-élaborée; les rapports et les correspondances; les plaidoiries et les comptabilités; les discours et les articles; les archives publiques et celles d'entreprises... Par chance les scandales de Panama ont laissé des traces un peu partout : à la préfecture de police, à la Chambre des députés, dans certaines archives bancaires, au Quai d'Orsay, aux Archives nationales. Sans parler de la littérature sur Panama que nous citerons à peine — de Drumont à Barrès, de Barrès à Rouanet, de Rouanet à Bunau-Varilla; de Bunau-Varilla à Zévaès, de Zévaès à Dansette, de Dansette à Siegfried —, c'est aux Archives nationales que gît le lot le plus énorme de documents : les quarante cinq liasses de la série 7 AQ, recouvertes d'une authentique sédimentation de poussière.

Voyons sur leur exemple à quoi tient l'état des sources d'archives, et dans quelle dépendance est l'historien à

leur égard. Lorsque la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama, formée en 1880, est déclarée en liquidation par le tribunal civil de la Seine le 4 février 1889, un « liquidateur judiciaire » est nommé à qui échoit la lourde tâche de réaliser au mieux l'actif de la société et de régler le passif. Les choses vont traîner en longueur du fait des poursuites intentées ultérieurement contre les administrateurs de la société, contre les politiciens corrompus, et contre les banques. En juin 1893 tous les procès en cours jusqu'alors sont clos : la marche de la justice a été précipitée depuis l'automne de 1892 par les impératifs de la politique. Le 1^{er} juillet 1893 une « loi de liquidation » décide d'adjoindre au liquidateur un représentant des obligataires de la Compagnie de Panama, dit « mandataire », désigné pour sauvegarder et défendre les intérêts de ces centaines de milliers d'épargnants, modestes pour la plupart, qui, de l'automne de 1882 à l'été de 1888, avaient acheté, sur la foi des prospectus, les obligations du Panama. Sur eux étaient passées les bourrasques de l'affaire : depuis 1889 ils ne touchaient plus d'intérêts, ne recevaient aucun remboursement : le « service » des emprunts obligataires, par cas de force majeure, s'était trouvé naturellement interrompu — sauf pour les emprunts de 1888, qui nous le verrons, avaient été assortis d'un mécanisme de garantie.

Désormais liquidateur de l'ancienne Compagnie et mandataire des obligataires vont travailler de concert pour sauver ce qui pouvait l'être. Leur premier soin sera d'ailleurs d'aider à la constitution d'une nouvelle société. Mais ils avaient reçu en dépôt les archives de l'ancienne Compagnie, et certaines pièces de justice provenant du parquet au moment des poursuites contre les administrateurs. Pour leur part, ils entreprirent dès la fin de 1893 de nouvelles actions en justice contre ceux qui, à des degrés divers, pouvaient être jugés responsables de l'échec : administrateurs, entrepreneurs de travaux, banques et banquiers, dans le but de leur faire verser des indemnités. Etant ensuite demeurés en étroit contact avec la Compagnie nouvelle de Panama à partir de l'au-

tombe de 1894, ils reçurent d'elle copie de nombreuses pièces, lettres et rapports, échangèrent avec elle de la correspondance : ainsi allait grossissant la masse des archives concernant l'histoire entière de l'entreprise depuis ses débuts. Or, en 1906, le mandataire des obligataires, Lemarquis, cumula cette responsabilité avec celle de liquidateur. Il réunit donc dans ses seules mains tout l'ensemble des pièces. En 1930, il les remit en dépôt aux Archives nationales. Mais le lot était loin d'être complet. En cours de route, il avait perdu beaucoup de poids :

1) parce que Lemarquis n'avait pas reçu intactes, il s'en faut, les archives de la première Compagnie. Celles-ci, avant d'arriver dans ses mains, avaient subi de « sérieuses amputations » : ainsi s'exprime l'inventaire de la série 7 AQ dressé le 30 novembre 1930 par l'archiviste E. Guillemot. A deux reprises, en 1904, et en 1906, le tribunal civil de la Seine avait autorisé le liquidateur Gautron à détruire certaines pièces dont : 150 volumes de correspondance (arrivée et départ), les dossiers du personnel licencié en 1888 et 1894, les dossiers des décès survenus dans l'isthme de Panama au cours des travaux, les cartons concernant le matériel et les travaux, les pièces de recettes et de dépenses, etc.

2) parce que les dossiers des obligataires — qui auraient pu permettre une enquête sociale du plus haut intérêt — avaient été confiés par Lemarquis à la Société des bons à lots de Panama. On ignore s'ils ont, depuis, subsisté.

3) parce qu'en avril 1904, lorsque la Compagnie nouvelle céda ses biens au gouvernement américain, elle dut remettre « les plans et les archives à Paris » entre les mains des nouveaux responsables.

4) parce que Lemarquis a déclaré lui-même en 1930 — il était alors un puissant personnage, administrateur de la Société générale — ne pas savoir ce qu'était devenu le reste des archives de la Compagnie nouvelle, disparue en 1904.

Selon sa volonté, ce qui avait pu surnager des naufrages de Panama fut confié, en l'état, aux Archives nationales, mais à la condition expresse que cette documentation ne serait pas accessible au public avant le 1^{er} janvier 1950... Pendant vingt ans, le squelette de Panama, les restes de Panama furent ainsi laissés en conserve. Tradition explicable — mais fort gênante — qui veut qu'une cause ne puisse faire l'objet d'études ou de recherches avant que ses principaux protagonistes n'aient disparu. Lorsqu'en 1954 nous avons pour notre part effectué de premiers sondages dans les paquets de la série 7 AQ, il est probable que les liasses n'avaient pas été défaites depuis l'inventaire Guillemot de 1930. Certes, ces liasses sont loin de contenir toujours de l'inédit : les rapports, enquêtes, correspondances, coupures de presse, publications qu'elles regroupent datent des années 1875-1895 et ont été connus en leur temps. Mais d'un coup d'œil on peut parcourir ici l'essentiel du panorama du scandale.

On voit à quels hasards, à quels accidents, à quelles décisions, dont on ne peut mesurer toujours ni les raisons ni les exactes conséquences, tient l'état d'un lot d'archives. Tel est le sort commun de toute recherche historique. Et faudrait-il se plaindre, d'ailleurs, quand on sait combien de centaines de tonnes de documents, publics ou privés, ont été, ces toutes dernières années, mises au pilon, et vendues au poids du papier — pour faire de la place, tout simplement? Aucune entreprise, aucune organisation ni administration ne tiennent d'ailleurs leurs archives dans la pensée qu'un jour elles serviront à l'Histoire. C'est à l'historien, si la chance le sert, de reconstruire le puzzle avec les morceaux épars qui subsistent.

**Les causes
profondes
de l'échec
de la Compagnie
universelle :
la nature,
la société,
les hommes**

**I - La terre
et les eaux**

L'isthme : quelques dizaines de kilomètres à vol d'oiseau de l'Atlantique au Pacifique, à l'endroit le plus étroit de ce pédoncule convulsé qui unit les deux Amériques. La cordillère américaine a été fracturée ici par le volcanisme et une butte de terre allongée, dite bien à tort « massif » de la Culebra, sépare les deux plaines côtières, l'atlantique de la pacifique. Le « massif » — un amas de collines — contient un noyau de bon granit enrobé dans une couche supérieure d'argile d'une vingtaine de mètres d'épaisseur. De là, le drame technique : l'argile sous la pluie des tropiques donne une pâte assez extraordinaire, une boue qui ne tient pas, dans laquelle les machines s'enlisent, et dans laquelle toute tranchée, à peine creusée, se comble d'elle-même car la terre se défait sous l'action du ravinement et de la pesanteur, et à peine un sillon est-il ébauché, qu'il faut le refaire. Le travail devient possible en saison sèche, sans doute; mais celle-ci est courte; les pluies mangent la plus grande partie de l'année et du temps; et l'entrepreneur de travaux, qui court après le temps, part battu. Parsemant les plaines côtières, des lacs et des marécages nourriciers des miasmes des fièvres tropicales dont les moustiques étaient les véhicules: Dans les années 1880, on était encore très mal armé, médicalement, contre « fièvre jaune » ou « malaria ». On ignorait d'ailleurs le rôle d'agent actif tenu par les insectes. Lorsqu'au début du XX^e siècle les Américains reprendront les travaux, ils

commenceront par assainir l'isthme en arrosant les marais de pétrole et en détruisant les insectes porteurs de germes. Mais, vingt ans plus tôt, la mortalité tropicale fit d'effrayants ravages parmi les ouvriers du canal et les cadres. Rappeler ces conditions naturelles n'est pas excuser les fondateurs. Tout au contraire, car ils négligèrent les études préalables avec une incroyable légèreté et, s'ils furent sur place vaincus par la nature, c'est bien pour l'avoir ignorée et sous-estimée.

II - L'affairisme

A la vérité, l'affairisme a été davantage un élément d'affaiblissement de la firme qu'une des causes de son échec. Une entreprise ne peut éviter ni le recours à la publicité, aux « appuis », aux « amitiés », ni la tentation de faire beaucoup et vite, dans la course générale au profit. Or, à l'époque où se lance Panama, situation politique et climat économique sont particulièrement favorables aux contacts et aux compromissions. Depuis 1879, la République est entièrement aux mains des républicains et « l'opportunisme » au pouvoir signifie le ralliement des gens d'affaires à la forme gouvernementale républicaine. Mais si industriels et banquiers ont accepté la République, c'est à la condition que celle-ci ne dresse aucune entrave au développement du capitalisme et qu'elle le favorise par sa législation, sa politique économique et sa politique tout court. Les années 1879-1881 sont des années d'essor cyclique, temps de rémission entre les dures périodes économiques de 1874-1878 et de 1882-1887; on y voit pousser toutes sortes de sociétés et d'affaires, dans un climat d'alacrité générale que souligne l'excellente tenue de la Bourse, dont les cours, jusqu'à l'extrême fin de 1881, sont à la hausse. Le régime nouveau est solidement installé à la direction de l'Etat, et les gens de banque et d'industrie solidement installés dans le régime.

Laissons parler là-dessus un témoin — André Siegfried — qui, enfant encore à l'époque, a intensément senti le

climat particulier qui dominait alors dans ce qu'il est convenu d'appeler « les classes dirigeantes ». En octobre 1885, son père, Jules Siegfried, négociant en coton au Havre, notabilité locale, était élu député. Comme tant d'autres grands bourgeois de province, il s'installa à Paris (rond-point des Champ-Élysées) et entra en contacts étroits avec les milieux les plus actifs de la politique, de la presse et des affaires.

L'adaptation fut rude, *conte son fils dans ses Souvenirs*¹, d'autant plus qu'il tombait dans une basse époque du pays et du régime. Je n'avais alors qu'un peu plus de dix ans, mais ma mémoire fidèle évoque avec précision l'atmosphère malsaine de ces années. La République, à peine vieille d'une décade, traversait une crise : haïe de la droite, compromise par la démagogie radicale, elle tombait dans l'aventure vulgaire du boulangisme, risquant d'y sombrer... Le président Grévy, devenu vieux, subissait l'influence croissante de son gendre, Wilson, qui donnait le ton, et quel ton, à l'Élysée*. On respirait un air de corruption, d'incertitude et de scepticisme, parfaitement perceptible, même pour un enfant... Ce qui rappelait le second Empire c'était le train, gai, brillant et léger, de la vie mondaine. C'était aussi la grande place tenue par les affaires... L'affectation générale, surtout dans le monde des affaires et de la politique, était celle du cynisme, un cynisme qui s'étalait, impudent, ne respectant rien, se faisant même gloire d'exprimer l'esprit du temps... Les propos que j'entendais à la table de mes parents, de la part des gens les plus haut placés, nous paraîtraient difficilement admissibles aujourd'hui; je puis dire, en tout cas, que dans aucun milieu depuis lors, je n'en ai plus entendu de semblables. Quand il parlait d'intérêt général, de dévouement à la chose publique, mon père se faisait journellement traiter de « naïf » par ses invités, par son frère Jacques lui-même, habitué depuis une quinzaine d'années au ton de la

* Allusion au trafic de décorations dont le gendre du président de la République fut le héros.

capitale. « Comme vous êtes peu parisien! » lui disait-on. Je frémis rétrospectivement en imaginant ce qu'être « parisien » pouvait bien signifier. Les générations ultérieures n'ont peut-être pas été plus morales : la vertu a, du moins, reçu d'elles un hommage que, vers 1886, je ne lui entendais jamais rendre.

...C'est surtout le parlement qui donnait à Jules Siegfried l'occasion de connaître Paris, dans ses milieux gouvernementaux. Là aussi régnait le cynisme. L'ancien maire du Havre arrivait à Paris, comme tant de nouveaux députés, avec le souci de l'intérêt général, la préoccupation dominante de la patrie, et il tombait dans un foyer d'intrigues où l'ambition et les convoitises particulières ne cherchaient même pas à dissimuler. C'était le moment où la compagnie de Panama poursuivait son action, bientôt désespérée, sur la presse, le monde des affaires et le parlement; c'était aussi l'heure trouble où l'Elysée, en dépit de l'honnêteté personnelle du président Grévy, devenait dans une certaine mesure un mauvais lieu. Mon père était allé quelquefois le dimanche matin aux séances d'escrime organisées par Wilson et où celui-ci réunissait, chez son beau-père, le monde des affaires et de la politique; par ses relations avec les milieux de la banque et de la bourse, il devinait aisément ce qu'il fallait deviner, ne se méprenant en rien sur la nature empoisonnée d'une atmosphère où vibronnaient tous les microbes du panamisme. Il eut l'impression d'être entré dans une caverne de voleurs. Le choc moral qu'il en éprouva fut si fort qu'à la fin de sa première année de mandat (automne 1886), il était atteint d'une sorte de neurasthénie, frappé dans son optimisme traditionnel, dégoûté, découragé, se demandant avec angoisse s'il ne fallait pas démissionner...

Tels étaient les temps, les temps d'un régime, d'une économie de libre entreprise, et d'une société où la recherche du profit facile, légitimant l'emploi des moyens les plus divers, entraînait de plus en plus en contradiction avec les valeurs prônées par cette société. De ce point de vue, l'affaire de Panama est parfaitement logique,

sécritée par le milieu social, caractéristique des mécanismes économiques et politiques. C'est bien pourquoi elle demeure encore d'actualité : ce monde des années 1880 ne nous paraît ni lointain ni étranger.

Barrès, dans l'Appel au soldat, a décrit les démarches de son symbolique Bouteiller, homme politique du temps de Panama — ce pourrait être un Rouvier — qui croit mettre la Finance au service de la République :

Par des raisons secrètes à lui-même, mais plus puissantes que des besoins d'argent ou des calculs politiques, il s'oriente sur ces milieux financiers et industriels, comme sur des points où, à cette date, son intelligence et mieux encore sa sensibilité trouveront leur nourriture... Aussi, le même attrait qu'il avait éprouvé pour Gambetta, dominateur des foules, à l'orient de sa vie publique, Bouteiller l'éprouvait aujourd'hui qu'il étudiait les budgets, pour le grand Français — *c'était Lesseps* — qui commandait l'argent et savait, par sa force de persuasion, obtenir des sommes comparables à un budget d'Etat ².

Au même, Barrès fait dire : Vous avez tort, Messieurs, de ne pas voir une des conséquences des modifications générales. Le temps n'est plus où un homme public pouvait être un lettré, un juriste : il faut qu'il soit pénétré de l'esprit commercial, industriel, financier.

Ces propos, *dit pour sa part Siegfried*, je les ai entendus cent fois vers 1885. On y trouvait l'idéalisme encore intact du XIX^e siècle, avec sa conviction non ébranlée dans un progrès matériel indéfini. Mais l'opportunisme au pouvoir, après la période héroïque, sentait la nécessité d'adapter les principes aux conditions nécessaires du gouvernement; enfin, même enfant, je sentais la présence voisine des requins, affamés et cyniques. Or ces trois aspects d'une époque dont nous avons remplacé le cynisme par de l'hypocrisie, nous les trouvons autour de Lesseps, quand il entreprend Panama ³.

Encore faudrait-il mieux voir le milieu, les milieux de « l'affairisme ». Analyse délicate, si on la conduit brièvement, parce que les frontières sont mouvantes

entre les affaires et l'affairisme. Contentons-nous de mettre en place, pour l'intelligence de certains développements ultérieurs, les pièces principales du système bancaire, de ce système avec lequel la firme de Panama aura tant de liens étroits. Il existe, en gros, deux types d'organismes de crédit : le type ancien, représenté surtout par la « haute banque » parisienne, assemblage de vieilles « maisons de banque » à structure familiale, jalouses de leurs pouvoirs et de leurs traditions, et menant de front négoce international, investissements industriels, prêts aux Etats, spéculations en Bourse : soit ce que l'on nomme, à l'époque, les « grandes affaires ». C'est le domaine de la « banque protestante » (tels les Hottinguer), de la « banque israélite » (les Rothschild), de la « banque catholique » (les Périer). Mais ces étiquettes confessionnelles ne sont d'aucun secours pour l'analyse de la « haute banque » : ces grands hommes d'affaires font le même métier, emploient les mêmes procédés, conservent les mêmes réflexes, qu'ils aillent à la synagogue, au temple, ou à l'église. Le style de la foi n'explique pas le style des affaires : celui-ci est parfaitement interconfessionnel. Les techniques du gain sont universelles. Nulle « religion » n'en a jamais eu le monopole.

Le type nouveau d'organisme de crédit, c'est la banque, et non plus le banquier, comme dans le cas précédent. La banque, c'est-à-dire la société à capitaux, à conseil d'administration, à clientèle innombrable, et, de plus en plus, à succursales et agences : tels le Crédit lyonnais, la Société générale, le Comptoir d'escompte de Paris, organismes nés dans la seconde moitié du XIX^e siècle et qui, tout en s'intéressant vivement aux « grosses affaires », sont de plus en plus vendeurs de « services » : ils attirent les dépôts par une massive réclame, font le crédit commercial (escompte des traites), prêtent aux spéculateurs de Bourse, et, de plus en plus à partir des années 1870, inondent le marché de l'épargne des titres dont ils sont vendeurs : actions et obligations de grandes sociétés et « rentes » d'Etat — en faisant d'ailleurs une place de plus en plus large aux titres

d'origine étrangère. C'est à leur outillage que Panama sera contraint de faire appel pour tirer du public l'argent dont la société aura besoin — et quels besoins! Mais un tel service se paye : les grandes banques, qui vendront au public les valeurs « du Panama », en retireront des « commissions », en tant qu'intermédiaires. C'est sur le taux de ces commissions, précisément, qu'elles vont excéder les normes; là, elles passeront des affaires à l'affairisme véritable.

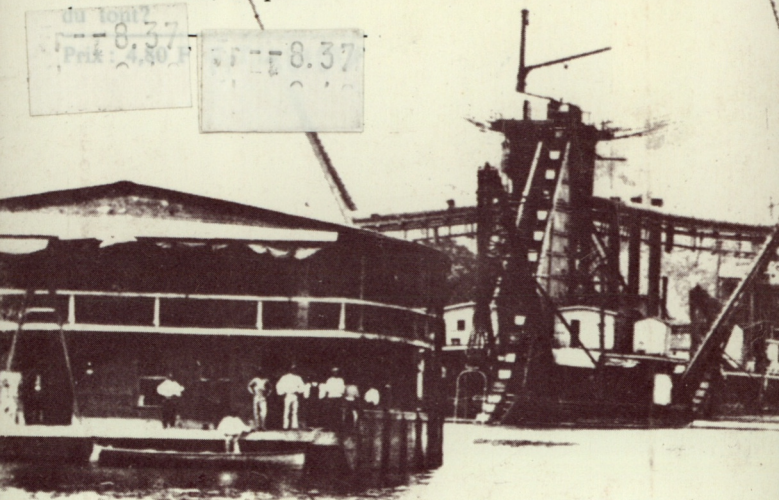
A côté de ce type de banques (dites, assez improprement pour l'époque, « de dépôts »), existent les « banques d'affaires » : telle la Banque de Paris et des Pays-Bas. Elles sont en général sorties des milieux de la « haute banque » et font les mêmes opérations qu'elle, mais sur des bases plus larges, puisqu'elles sont formées en sociétés, coagulant des capitaux émanant de divers groupes de banquiers privés.

Or ni la haute banque ni les banques d'affaires n'auront d'étroits rapports avec Lesseps. Les raisons en sont explicables; l'affaire de Panama, au départ, n'en est pas une : c'est une aventure, un pari. Les grands banquiers n'ont pas pour coutume de risquer leurs mises. S'ils se laissent aller à jouer (et cela a pu arriver parfois) c'est, chez eux, accidentel. Aussi — ceci dit à titre d'illustration — les Rothschild ne s'intéresseront pas à Panama. D'un autre côté, ni la haute banque ni les banques d'affaires ne disposent sur le territoire français, d'un réseau d'agences. Elles ne sont donc pas en situation de pouvoir « placer », massivement et directement, des titres. Pas plus qu'ils ne prêteront de l'argent à Panama, ils ne pourront lui louer des services.

On comprend alors que pour lancer leur entreprise d'abord (besoins de crédit initial), puis pour avoir des soutiens financiers au jour le jour, en même temps que pour disposer de représentants qualifiés auprès des grandes banques de dépôts dont ils solliciteront les services, les gens de Panama aient fait appel aux banquiers de seconde zone, à ces hommes d'affaires dont le « standing » se situait à quelques degrés au-dessous de la

Le scandale n'est pas
celui qu'on croit :
il dormait dans les caves
des banques et le secret
des familles, embaumé
aux Archives Nationales,
quarante liasses de la
série 7 AQ.

Jean Bouvier sort le
cadavre du placard.
Au lecteur de juger :
deux scandales, ou pas



PANAMA
F
33221336
66